

## LA BANDE DE GAZA

La bande de Gaza a une superficie d'environ 360 kilomètres carré et 1'200 000 Palestiniens y vivent.

42 % du territoire est sous contrôle militaire israélien (pour protéger 6'000 colons.)

Les zones tampon entre les colonies et les zones civiles palestiniennes sont continuellement agrandies en expropriant illégalement des Palestiniens et en détruisant systématiquement leurs maisons et leurs terres cultivées.

Les routes de contournement construites pour relier les colonies directement à Israël divisent le territoire palestinien en 3 zones séparées. La circulation entre ces 3 zones est possible uniquement en traversant 2 check-points, qui sont fréquemment fermés.

La situation qui en résulte est clairement une situation d'apartheid.

Gaza est une prison pour les Palestiniens.

### COLONIES & APARTHEID

Les colonies et les bases militaires sont fortement fortifiées et entourées de grandes zones tampon servant à les séparer des zones civiles palestiniennes. Ces zones tampon sont constamment et illégalement agrandies.



Au premier plan, la ville de Gaza, à l'arrière plan, une colonie. La zone de sable entre les deux est une de ces zones tampon (créées en expropriant illégalement des Palestiniens, en démolissant leur maison et leurs terres agricoles, pour de soi-disant raisons de sécurité).

Les routes de contournement réservées aux colons (construites pour relier les colonies directement à Israël) sont également protégées par des murs, des barrières, des miradors, des patrouilles militaires et des zones tampon. Les colons dans la bande de Gaza n'ont aucun contact avec la population palestinienne.

Nous pouvons constater qu'il s'agit d'un état d'apartheid: d'un côté, des colons prospères protégés par un impressionnant dispositif militaire, et de l'autre, des Palestiniens humiliés et emprisonnés sur leurs propres terres. A gauche, la route pour les colons / à droite, la route pour les Palestiniens, bloquée par un check-point.



Ce mur sépare les colonies de Gush Katif de la ville palestinienne de Khan Yunis. Les soldats tirent fréquemment sur toute personne qui s'en approche. Des dizaines de maisons proches de ce mur ont été détruites illégalement par les bulldozers israéliens.

D'autre part, des Palestiniens vivent dans les zones administrées par Israël, "yellow zones" (comme à Mawasi par exemple), mais ils y subissent ségrégation et oppression de manière encore plus violente. Des règles très strictes y sont appliquées : seuls les résidents sont autorisés dans ces zones, ils ne peuvent entrer que de jour et à certaines heures, l'entrée n'est autorisée qu'à pied et par petits groupes, les ambulances ne sont pas admises à l'intérieur de la zone (les malades et les cadavres doivent être évacués à pied...)

Les Palestiniens habitant ces zones-là sont également victimes de traitements particulièrement discriminatoires et humiliants (insultes, menaces, sacs vidés sur le sol, etc).

### CHECK-POINTS

Les colonies et leurs routes de contournement (strictement réservées aux colons) découpent le territoire palestinien en trois zones. L'armée israélienne contrôle la circulation palestinienne à travers deux check-points.

Ces check-points sont très souvent fermés pendant des jours restreignant les mouvements des Palestiniens, les empêchant d'aller travailler ou rendre visite à leur famille, parfois même empêchant le passage des ambulances.

Sur le chemin du sud de Gaza, nous avons été confrontés à un impressionnant déploiement militaire aux check-points. Au check-point de Netzarim, une ambulance attendait depuis deux heures. Nous avons fait une manifestation à laquelle 2 chars israéliens ont répondu en menaçant de tirer sur nous.



Après de longues discussions (sur l'occupation, la paix, etc...) et négociations avec les soldats, ils ont finalement ouvert le check-point.

Au carrefour de Abu Houli le check-point était également fermé. Une longue file de voitures et camions attendaient... depuis 5 jours! Même pour parcourir 10 km, les Palestiniens se munissent de couvertures et de nourriture, car ils savent qu'ils risquent d'être bloqués pendant des jours aux check-points.

De nouveau, après des menaces et des négociations, les soldats ont accepté d'ouvrir le check-point (probablement grâce à la présence d'une journaliste de la BBC).



Lou Ay vendait des biscuits aux personnes qui attendent depuis 5 jours au check-point de Abu Houli. Le peu d'argent qu'il gagne aide sa famille à survivre.

## DESTRUCTIONS ILLEGALES

Les zones tampon créées entre les colonies et les zones civiles palestiniennes sont continuellement agrandies, illégalement et par la force.

A Beit Lahia nous avons vu un champ qui a été totalement détruit quelques semaines avant notre visite. En l'espace de 3 heures, les bulldozers ont déraciné les arbres, systématiquement détruit les cultures, les puits, le système d'irrigation et l'étable, anéantissant 40 ans de travail d'une famille de réfugiés palestiniens.



A Rafah (au sud de la bande de Gaza) nous avons vu des démolitions de masse de maisons de civiles. Au sud de la bande de Gaza (Rafah, KhanYunis) 500 maisons ont été détruites depuis le début de la deuxième intifada.

Les victimes de ces destructions ne reçoivent aucun préavis, aucune compensation, ni opportunité de faire appel. Les conséquences économiques pour ces familles sont désastreuses.

Par ailleurs, des bombardements successifs par des Apaches ou des F-16 ont détruit chirurgicalement toutes les infrastructures et bâtiments officiels liés à l'Autorité Nationale Palestinienne : l'aéroport, le port, le centre de police, les bâtiments gouvernementaux, etc.

De nombreux bâtiments parmi ceux détruits avaient été financés par des fonds européens ou suisses, comme par exemple la tour de la télévision palestinienne et le bâtiment de l'Autorité Nationale Palestinienne.



La tour de la télévision palestinienne.



Le poste de police, bombardé 7 fois...



Au camp de réfugiés de Jabalia, un bureau du Hamas a été bombardé. La personne visée par cette attaque était absente au moment du raid, mais des civils innocents ont été tués et blessés.

Ces bombardements ont aussi souvent provoqué des dommages collatéraux sur des bâtiments civils ou des écoles ou des hôpitaux...



Une école pour aveugles située à côté du poste de police.

## VIOLENCE ORDINAIRE

Durant notre séjour à Gaza, nous avons rencontré de nombreuses délégations, associations et représentants de la société civile qui nous ont donné un aperçu des pratiques israéliennes dans la bande de Gaza : discriminations, harcèlement et violations des droits humains.

En voici quelques exemples.

En plus de la situation économique difficile imposée par le rétrécissement illégal de la zone de pêche autorisée, les pêcheurs sont perpétuellement victimes de harcèlement de la part des autorités militaires israéliennes. Des vedettes israéliennes arraisonnent des chalutiers palestiniens quand ils pêchent dans la zone autorisée; forcent les pêcheurs à rester debout, nus à l'avant du bateau pendant des heures; puis les emmènent au port Israélien où les filets sont détruits, les chalutiers endommagés et les pêcheurs emprisonnés pendant plusieurs jours. En prison ils subissent menaces et passages à tabac, jusqu'à ce qu'ils avouent une faute qu'ils n'ont pas commise.

Les pêcheurs ont le droit de prendre un avocat palestinien agréé pour les défendre, mais ce dernier n'a pas le droit de plaider dans les tribunaux israéliens, il se borne donc à constater la sentence (qui peut aller jusqu'à 6 mois d'emprisonnement et une amende de 200\$).

Les mères et les épouses des prisonniers Palestiniens (emprisonnés dans les prisons israéliennes) sont aussi victimes des autorités israéliennes et des officiers des douanes au check-point d'Eretz : longs interrogatoires, fouilles irrespectueuses, chantage, menaces, etc....

Le droit de visite n'est octroyé qu'une fois toutes les 2 semaines, uniquement pour un adulte et 2 enfants de moins de 16 ans. Les autorités font souvent du chantage: droit de visite contre des renseignements sur les activités de leur époux, fils, enfants, voisins...

On nous a aussi signalé que les Israéliens piratent parfois le canal de la télévision palestinienne en diffusant des films pornographiques aux heures de grande écoute.

La violence militaire est évidemment très forte aux check-points et dans les zones limitées : les soldats israéliens et aussi certains colons tirent fréquemment, sans raison, sur les Palestiniens dans la rue ou sur leurs maisons.

A Rafah, près de la frontière Egyptienne, les Palestiniens n'ont plus le droit d'habiter au-dessus du rez-de-chaussée sinon les israéliens tirent. Dans ces zones les maisons sont criblées d'impacts de balles et d'obus.



Les enfants sont les premières victimes de ces tirs: le matin même de notre visite à Rafah un enfant avait été tué par une balle israélienne alors qu'il jouait dans la rue.

## CONSEQUENCES SOCIALES ET PSYCHOLOGIQUES

Depuis le début de la seconde Intifada (octobre 2000), le blocage des territoires palestiniens a dramatiquement suffoqué toute l'économie palestinienne.

Les Palestiniens qui travaillaient auparavant en Israël ou dans les colonies (20%) ont été remplacés par de la main-d'oeuvre bon marché venue d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. A cause de la fermeture des check-points à l'intérieur de la bande de Gaza, de nombreux Palestiniens ne peuvent plus atteindre leur lieu de travail et la moyenne est de 3 jours de travail par semaine.

Le chômage atteint 52% et 72% des Palestiniens de Gaza vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Cette pauvreté extrême additionnée à l'oppression et aux humiliations permanentes engendre frustrations et agressivité.

Viennent s'ajouter à la violence politique, la violence sociale et aussi la violence domestique. Les hommes retournent leur rage et leur violence à l'encontre des femmes (épouses, soeurs,...) et de leurs enfants, les femmes à l'encontre de leurs enfants, et les enfants entre eux...

D'autre part, les Palestiniens se sentent trahis du fait des violations des Accords d'Oslo (1993) par Israël. Et ils se sentent également abandonnés par la communauté internationale, victimes d'une conspiration du silence.

Dans un état d'oppression, il ne peut y avoir de bonne santé mentale. La société dans son entier est dévastée par des traumatismes profonds.

Les enfants sont les principales victimes de ce cercle vicieux de la violence. 45% des enfants à Gaza ont vu au moins une fois leur père battu par un soldat israélien. Et à cause de la situation économique dramatique, le rôle du père a été sérieusement miné; nombreux sont ceux qui n'arrivent plus à remplir leur devoir : protéger et nourrir leur famille.

Dans les camps de réfugiés de Jabalia et Rafah, nous avons demandé aux enfants ce qu'ils voudraient faire quand ils seront grands. Presque tous ont répondu : "Je veux être un martyr"... Le terrorisme semble être la seule réponse possible face au terrorisme d'Etat qu'Israël leur inflige.

